

FNB

2 juin 2015

**Interview de Jean Pierre FLEURY,
Président de la Fédération Nationale Bovine**

Prenons notre destin en main !

A 15 jours de la nouvelle table-ronde « filière viande bovine » qui doit être réunie par le Ministre de l'Agriculture, le président de la FNB souligne l'urgence à agir et liste les solutions pour un redressement durable de la situation économique des producteurs.

En secteur bovin-viande, quelle est la situation des éleveurs et le degré d'urgence ?

Le degré d'urgence est maximal. Les éleveurs ont fait les comptes de l'année passée, l'effondrement des EBE est considérable, pouvant atteindre 30 à 40% dans bien des cas. Le revenu, déjà au plus bas structurellement, est réduit à de la subsistance. En trésorerie, nous sommes « au bout du système ». L'accumulation des dettes contractées auprès des fournisseurs et les emprunts court terme négociés auprès des banques ne pourront être remboursés si rien ne bouge.

Or, nous sommes déjà à la moitié de l'année 2015. Il manque 60 cts d'euros par kg carcasse en moyenne par bovin pour rétablir l'équilibre avec les coûts de production. A ce jour, aucun signal positif n'est pourtant donné par l'aval. La montée des actions syndicales est l'expression d'une situation devenue intenable pour les éleveurs et leur famille. Une seconde année consécutive dans de telles conditions économiques n'est pas envisageable. C'est maintenant qu'il faut agir, ou nous allons vers des décisions drastiques sur les exploitations avec notamment l'abandon de la production.

Comment en est-on arrivé là ?

Les coûts de production ont bondi de près de 50% en 15 ans. Les éleveurs ont fait plus que leur part dans l'adaptation à ces conditions rigoureuses. Chaque éleveur a tiré ce qui était possible sur ses postes de coûts de production et sur l'amélioration du fonctionnement de l'exploitation, tout en ayant dû absorber de coûteuses mises aux normes. Globalement les gains de productivité auxquels sont parvenus les producteurs se sont chiffrés à 2% par an, avec hausse de la production de viande vive et réduction du nombre d'actifs.

Ce qui grève irrémédiablement la rentabilité, c'est la stagnation des prix payés aux producteurs sur cette même période. Nous sommes au-delà du supportable désormais, tant au niveau de revenu que concernant l'équilibre de la vie sociale des producteurs, astreints à une charge de travail démultipliée.

Quant à l'aval, il a lui confortablement couvert ses propres coûts et margé. Les GMS ont eu recours à l'inflation des prix vers les consommateurs (+62% en 15 ans, de façon linéaire). Les abatteurs ont pressuré les éleveurs au lieu de procéder eux aussi aux efforts de modernisation nécessaires. Les organisations de producteurs ont elles-mêmes pour certaines failli à leur mission première de se battre pour une meilleure valorisation de la production. Tout cela nous a conduit dans l'impasse terrible dans laquelle nous nous retrouvons aujourd'hui.

Nous sommes à un tournant de l'histoire de cette production, à la fin d'une époque ! Il faut que les choses changent, et en premier lieu le comportement de l'aval, en respectant le producteur en tant que vrai partenaire économique au lieu de le considérer comme pourvoyeur de « minerai », selon la triste appellation qu'utilisent les entreprises.

Quelles sont les solutions à cette crise profonde ?

La FNB n'a pas varié des lignes définies depuis maintenant plus d'un an. Elle s'est battu pied à pied, dans le cadre interprofessionnel mais les lignes n'ont pas encore bougé. Un nouveau cap doit être passé. Ce constat est partagé par la **FNSEA** et **Jeunes Agriculteurs** ce qui entraîne irrémédiablement une mobilisation de notre réseau syndical pour obtenir la mise en œuvre d'un plan d'ensemble.

Concernant le marché national, la banalisation abusive du produit par l'aval aboutit à l'échec. Nous disposons d'une richesse majeure avec le plus grand cheptel européen, et des races allaitantes que nous envie le monde entier. Mais les entreprises de l'aval, abatteurs et GMS, se sont fourvoyées dans la logique du prix bas et des coûts bas (on pourrait même dire une stratégie de « coups bas » !...). Nous voici parvenus à la situation ubuesque de prix plus réduits en France qu'en Europe !

Les abatteurs portent une lourde responsabilité avec une logique industrielle axée sur la déflation, en cédant au quotidien à des GMS emportées dans leur course folle au « moins disant ». La conséquence c'est l'abaissement du niveau qualitatif détruisant la valeur d'un produit d'excellence et le travail des producteurs en amont.

Nous n'acceptons pas de voir le numéro 1 de l'abattage nous répondre devant le Ministre le 12 mai dernier que les éleveurs « se mêlent de ce qui ne les regardent pas » avec l'implicite approbation de l'ensemble des autres groupes d'abattage français, aucun n'ayant contredit cette scandaleuse affirmation. Monsieur Bigard, les éleveurs « se mêlent » de leur revenu et de leur avenir, et plus globalement de l'avenir de la filière française, pour éviter une catastrophe annoncée. Elle se traduirait, faut il le rappeler, par des pertes d'emploi en élevage comme dans l'ensemble des maillons de la filière et de ses fournisseurs.

Sur le marché intérieur, une autre mesure est à prendre, il s'agit de la généralisation du logo Viande de France ! Voilà un an et demi que les engagements de l'apposer sur tous les produits ont été pris par les opérateurs devant trois ministres réunis. Aujourd'hui ce n'est pas encore appliqué ! De qui se moque-t-on ? Nous avons pourtant l'opportunité de valoriser les viandes bovines françaises, allaitantes et laitières, en répondant par notre diversité de production à l'ensemble des débouchés.

L'export est-il compatible avec le marché intérieur ?

Bien entendu, et nous ne pouvons nous permettre de négliger tout segment porteur de débouchés.

A l'export, nouveau constat d'incohérence des abatteurs. Quand admettront-ils enfin l'évidence, à savoir que le marché européen est en érosion et que les perspectives de croissance dynamique se trouvent sur les pays-tiers ?

Tous les voyants sont au vert pour le marché mondial, et la France vient de plus de retrouver un statut de « pays à risque négligeable ESB » qui va lui ouvrir d'autres destinations vers l'Asie ! Alors certes cela bouscule les habitudes et nécessite de se mobiliser pour conquérir ces marchés, plutôt que chercher tous les lundis à livrer au moindre prix la GMS. Et il y a des aléas comme dans toute activité. Mais nous ne pouvons imaginer que les grands industriels de notre secteur ne sachent s'adapter à cette nouvelle donne de la mondialisation !

En conclusion, va-t-on vers l'épreuve de force ?

Certainement. Mais ce n'est pas faute d'avoir auparavant tiré le signal d'alarme et multiplié les propositions de dialogue.

Nous vivons un temps d'accalmie avec la période des foins qui bat son plein. Pour autant, les éleveurs n'oublient pas les factures en instance, et ils gardent ce poids sur eux de ne pas disposer de perspectives, d'espoir. Comment conserver un élan, comment se projeter dans l'avenir, pour soi et sa famille, dans de telles conditions, et malgré la passion qui animent ces hommes et ses femmes ?

Il faut que soient pris par l'aval, sous la responsabilité du Ministre qui présidera cette table-ronde prochainement, des engagements immédiats, fermes et tenus dans le temps, pour un indispensable redressement des cours et donc du revenu des producteurs de viande bovine.

Aux éleveurs, qu'ils soient jeunes ou aînés, nous voulons porter ce message : prenez votre destin en main, tout de suite et collectivement. Personne d'autre ne le fera à votre place !